

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.713.2009.TREATIES-4 (Notification dépositaire)

STATUT DE ROME DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

ROME, 17 JUILLET 1998

NORVÈGE : PROPOSITION D'AMENDEMENT

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Le 30 septembre 2009, le Secrétaire général a reçu une lettre du Gouvernement de la Norvège, transmettant, conformément au paragraphe 1 de l'article 121 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le texte d'une proposition d'amendement.

Le Secrétaire général souhaite se référer à cet égard au paragraphe 1 de l'article 121 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

“ 1. À l'expiration d'une période de sept ans commençant à la date d'entrée en vigueur du présent Statut, tout État Partie peut proposer des amendements à celui-ci. Le texte des propositions d'amendement est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communique sans retard à tous les États Parties.”

..... On trouvera en annexe le texte de la proposition d'amendement ainsi que de la lettre de transmission en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Le 29 octobre 2009



Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont actuellement publiées en formats papier et électronique. Les missions permanentes auprès des Nations Unies peuvent consulter les notifications dépositaires à l'adresse électronique suivante : missions@un.int. Ces notifications sont également disponibles sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, où les personnes intéressées peuvent souscrire au nouveau service automatisé d'abonnement pour recevoir directement des notifications dépositaires par courriel. Les missions permanentes sont invitées à se procurer les notifications dépositaires mises à leur disposition au bureau NL-300.

ANNEXE

[原文：英文]

潘基文先生阁下
联合国秘书长
United Nations
New York, NY 10017

2009年9月30日

阁下、亲爱的朋友：

根据国际刑事法院《罗马规约》第 121 条第 1 款，我荣幸地提交挪威关于《罗马规约》第 103 条第 1 款的修正案提案。本信函的附件对提案做了进一步阐述。

请将提议的修正案散发给《罗马规约》所有缔约国，我将不胜感激。

顺致最崇高的敬意。

Morten Wetland
大使
常驻代表

挪威

建议的修正案草案

《罗马规约》第103条 – 徒刑的执行

1. 背景

迄今为止，尚未有国际刑事法院的判决付诸执行。但是，国际刑事法庭的经验表明，迄今为止只有有限数量的国家被指定接收被判刑的人员。其原因之一是只有极少数国家宣布愿意接受指定。与此同时，可能有理由相信，有更多的国家或许原则上愿意接收被判刑人员，但是因规定的监狱标准的缘故而被排除在考虑范围之外。

我们认为，应当有可能让这些国家缔结国际或区域安排，使它们能够有资格接收被判刑人员，包括通过接受自愿捐款升级监狱设施，或接受其他援助或监督。有更广泛的国家参与执行判决还会有其他一些好处，包括可以方便家属探视。为此，我们认为，或许应当如下面所建议的那样，在第103条第1款第1项的措词中明确规定更大的灵活性。从技术上讲，可能还需要对《程序和证据规则》以及其他从属的或者派生的文书做出修正。

2. 修正案的建议措词

在第103条第1款第1项的末尾，增加以下内容：

“……，以便根据《程序和证据规则》的规定，在国家监狱设施或通过国际或区域组织、安排或机构而可供该国使用的监狱设施中执行判决”

因此，第103条第1款第1项的内容将成为（添加的部分用下划线显示）：

（一）1. 本法院应当从向本法院表示愿意接受被判刑人的国家名单中指定一个国家，在该国执行徒刑，以便根据《程序和证据规则》的规定，在国家监狱设施或通过国际或区域组织、安排或机构而可供该国使用的监狱设施中执行判决。

[Original: English]

H.E. Mr. Ban Ki-Moon
Secretary- General
United Nations New
York, NY 10017

30 September 2009

Excellency, Dear friend,

With reference to paragraph 1 of Article 121 of the Rome Statute of the International Criminal Court, I have the honour to submit a Norwegian proposal for an amendment to paragraph 1 of Article 103 of the Rome Statute. The proposal is further described in the annex to this letter.

I should be grateful if the proposed amendment could be circulated to all States Parties to the Rome Statute.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Morten Wetland
Ambassador
Permanent representative

Norway

Suggested Draft Amendment

Article 103 of the Rome Statute - Enforcement of sentences of imprisonment

1. Background

No enforcement of sentences by the International Criminal Court has yet been carried out. The experience of international criminal tribunals has, however, shown that only a limited number of States has so far been designated to accept sentenced persons. This has to do with the fact that few States have declared their willingness to be designated. At the same time, there may be reason to believe that more States may in principle be willing to accept sentenced persons, but are excluded from coming into consideration because of the required prison standards.

There should, in our view, be scope for such States to conclude international or regional arrangements enabling them to qualify for acceptance of sentenced persons, including through receipt of voluntary financial contributions to upgrade prison facilities and other assistance or supervision. A broader group of States participating in enforcement of sentences would also have other advantages, including with regard to facilitation of family visits. To this end, we believe that it may be important to explicitly provide for added flexibility in the language contained in Article 103 (1) (a), as suggested below. Technically, amendments might be called for in the Rules of Procedure and Evidence and other secondary or derived instruments.

2. Suggested language for a Draft Amendment

Add to the end of Article 103, Paragraph (1) (a)

"...for enforcement in a national prison facility or in a prison facility made available to the State by an international or regional organization, arrangement or agency, as provided in the Rules of Procedure and Evidence."

Article 103 (1) (a) would thus read (addition underlined):

1. (a) A sentence of imprisonment shall be served in a State designated by the Court from a list of States which have indicated to the Court their willingness to accept sentenced persons *for enforcement in a national prison facility or in a prison facility made available to the State by an international or regional organization, arrangement or agency, as provided in the Rules of Procedure and Evidence.*

[Original : anglais]

S. E. M. Ban Ki-moon
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017

Date :
30 septembre 2009

Excellence, cher ami,

Me référant au paragraphe 1 de l'article 121 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, j'ai l'honneur de soumettre une proposition de la Norvège tendant à modifier le paragraphe 1 de l'article 103 dudit statut. Un exposé détaillé de cette proposition figure en annexe au présent courrier.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire circuler l'amendement proposé à tous les États parties au Statut de Rome.

Je vous prie d'accepter, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Morten **Wetland**

Norvège

Proposition d'amendement

Article 103 du Statut de Rome Exécution des peines d'emprisonnement

1. Contexte

Si aucune peine prononcée par la Cour pénale internationale n'a encore été exécutée, l'expérience des tribunaux pénaux internationaux montre néanmoins qu'un petit nombre d'États seulement ont jusqu'à présent été désignés pour recevoir des condamnés, peu s'étant en effet déclarés disposés à l'être. Il y a cependant lieu de croire que d'autres États pourraient accepter de se charger de l'exécution des peines, mais ne remplissent pas les conditions requises parce qu'ils ne respectent pas les normes en matière de détention.

Nous estimons que ces États devraient avoir la possibilité de conclure des arrangements internationaux ou régionaux en vue notamment de se voir accorder des contributions financières volontaires pour moderniser les établissements pénitentiaires ou un autre type d'assistance ou de supervision, ce qui leur permettrait d'être habilités à recevoir des condamnés. Élargir le groupe d'États chargés de l'exécution des peines aurait également d'autres avantages, y compris celui de faciliter les visites des familles des détenus. C'est pourquoi nous estimons qu'il pourrait être important de prévoir expressément une plus grande marge de manœuvre en la matière en reformulant l'article 103 1. a) du Statut comme il est proposé ci-après. Techniquement, il peut être proposé d'apporter un amendement au Règlement de procédure et de preuve et aux autres instruments, secondaires ou dérivés.

2. Texte de la proposition d'amendement

La Norvège propose d'ajouter le texte suivant à la fin de l'article 103 1. a) :

« [...] et sont exécutées dans un centre de détention national ou dans une prison mise à la disposition de l'État par une organisation internationale ou régionale ».

L'article 103 1. a) serait donc libellé comme suit (le texte ajouté est souligné) :

« Les peines d'emprisonnement sont accomplies dans un État désigné par la Cour sur la liste des États qui lui ont fait savoir qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés et sont exécutées dans un établissement pénitentiaire national ou dans un centre mis à la disposition de l'État par une organisation internationale ou régionale, conformément au Règlement de procédure et de preuve. »

Е.П. г-н Пан Ги Мун
Генеральный секретарь
Организация Объединенных Наций
Нью-Йорк, НЙ 10017

30 сентября 2009 года

Ваше Превосходительство, дорогой друг,

В соответствии с пунктом 1 статьи 121 Римского статута Международного уголовного суда я имею честь представить норвежское предложение по поправке к пункту 1 статьи 103 Римского статута. Более подробно это предложение изложено в приложении к настоящему письму.

Я был бы признателен, если бы Вы смогли распространить предлагаемую поправку среди всех государств – участников Римского статута.

Прошу принять, Ваше Превосходительство, заверения в моем самом глубоком уважении.

Мортен Ветланд,
Посол
Постоянный
представитель

Норвегия

Предлагаемый проект поправки

Статья 103 Римского статута – Исполнение наказания в виде лишения свободы

1. Справочная информация

Еще ни разу не осуществлялось исполнение наказания Международным уголовным судом. В то же время, опыт международных уголовных трибуналов показал, что до настоящего времени определено лишь ограниченное число государств для приема осужденных лиц. Это объясняется тем фактом, что немногие государства заявили о своей готовности быть назначенными. В то же время, может быть есть основания полагать, что большее число государств могут в принципе быть готовыми принять осужденных лиц, однако вопрос о рассмотрении их кандидатуры исключается из-за предусмотренных тюремных стандартов.

По нашему мнению, должны существовать рамки для таких государств в целях заключения международных или региональных соглашений, позволяющих им соответствовать критериям приема осужденных лиц, в том числе путем получения добровольных финансовых взносов для модернизации тюрем или иной помощи или надзора. Более широкая группа государств, участвующих в исполнении наказания, также будет иметь дополнительные преимущества, в том числе в плане содействия семейным посещениям. Мы считаем, что для этого может быть важным однозначное обеспечение большей гибкости формулировки, содержащейся в статье 103 1) а), как это предлагается ниже. Технически, поправки могли бы быть предусмотрены в Правилах процедуры и доказывания, а также в других вторичных или производных документах.

2. Предлагаемая формулировка проекта поправки

Добавить в конце пункта 1) а) статьи 103:

«... для исполнения наказания в национальной тюрьме или в тюрьме, предоставленной государству международной или региональной организацией, механизмом или учреждением, как это предусмотрено в Правилах процедуры и доказывания.»

Таким образом, статья 103 1) а) будет гласить следующее (добавленный текст подчеркнут):

1. а) Наказание в виде лишения свободы отбывается в государстве, определенном Судом из перечня государств, уведомивших Суд о своей готовности принять лиц, которым вынесен приговор, для исполнения наказания в национальной тюрьме или в тюрьме, предоставленной государству международной или региональной организацией, механизмом или учреждением, как это предусмотрено в Правилах процедуры и доказывания.

[Original: inglés]

30 de septiembre de 2009

Excelentísimo Señor, querido amigo:

En relación con el párrafo 1 del artículo 121 del Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional, tengo el honor de presentar una propuesta de Noruega destinada a modificar el párrafo 1 del artículo 103 del Estatuto. El anexo a la presente comunicación contiene una exposición detallada de dicha propuesta.

Agradecería que tuviera a bien hacer distribuir el texto del proyecto de enmienda a los Estados Partes en el Estatuto de Roma.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más distinguida.

(firmado) Morten Wetland
Embajador
Representante Permanente

Excelentísimo Sr. Ban Ki-Moon
Secretario General de las Naciones Unidas
Nueva York, NY 10017

Noruega

Propuesta de proyecto de enmienda

Artículo 103 del Estatuto de Roma: Ejecución de las penas privativas de libertad

1. Antecedentes

Hasta la fecha, no se ha ejecutado ninguna sentencia de la Corte Penal Internacional. La experiencia de los tribunales penales internacionales, no obstante, ha indicado que sólo un número limitado de Estados han sido designados hasta el momento para recibir condenados. Este hecho se debe a que pocos Estados han manifestado estar dispuestos a ser designados. Por otra parte, podría haber motivos para creer que un mayor número de Estados podrían en principio estar dispuestos a recibir condenados, pero quedan excluidos para su posible designación debido a las condiciones estipuladas para los establecimientos penitenciarios.

En nuestra opinión, debería existir la posibilidad de que tales Estados formalizaran arreglos internacionales o regionales que les permitieran cumplir con las condiciones necesarias para poder recibir condenados, entre otros los relativos a la recepción de contribuciones económicas voluntarias destinadas a mejorar los establecimientos penitenciarios y otros medios de asistencia o supervisión. La ampliación del número de Estados participantes en la ejecución de la pena privativa de libertad conllevaría otras ventajas, entre ellas las relacionadas a la facilitación de las visitas familiares. En este sentido, consideramos que importaría explicitar una mayor flexibilidad en la redacción del párrafo 1 a) del artículo 103 a tenor de lo que a continuación se sugiere. Desde un punto de vista técnico, podría ser necesario introducir enmiendas en las Reglas de Procedimiento y Prueba y otros documentos secundarios o derivados.

2. Redacción sugerida para un proyecto de enmienda

Añádase al final del párrafo 1 a) del artículo 103:

“... para la ejecución de la pena en un establecimiento penitenciario nacional o en un establecimiento penitenciario que se haya puesto a disposición del Estado por medio de una organización internacional o regional, un arreglo o una agencia, según se estipula en las Reglas de Procedimiento y Prueba.”

Por consiguiente, el párrafo 1 a) del artículo 103 rezaría como sigue (énfasis añadido al texto adicional):

1. a) La pena privativa de libertad se cumplirá en un Estado designado por la Corte sobre la base de una lista de Estados que hayan manifestado a la Corte que están dispuestos a recibir condenados para la ejecución de la pena en un establecimiento penitenciario nacional o en un establecimiento penitenciario que se haya puesto a disposición del Estado por medio de una organización internacional o regional, un arreglo o una agencia, según se estipula en las Reglas de Procedimiento y Prueba.

١ - 'أ' يُنفذ حكم السجن في دولة تعينها المحكمة من قائمة الدول التي تكون قد أبدت للمحكمة استعدادها لقبول الأشخاص المحكوم عليهم "... لتنفيذ الحكم في سجن وطني أو سجن تتيحه للدولة منظمة، أو ترتيب أو وكالة، دولية أو إقليمية، كما تنص على ذلك القواعد الإجرائية وقواعد الإثبات.

٠ الترويج

مقترح مشروع تعديل

المادة ١٠٣ من نظام روما الأساسي - تنفيذ أحكام السجن

١- معلومات أساسية

لم يتم بعد أي تنفيذ لأحكام المحكمة الجنائية الدولية. غير أن تجربة المحاكم الجنائية الدولية بينت أنه إلى حدّ الآن لم يتم تعيين إلا عدد قليل من الدول لقبول الأشخاص المحكوم عليهم. ويرجع هذا إلى أن عددا قليلا من الدول أعلنت عن استعدادها لأن تُعَيَّن. وفي الوقت ذاته، ربما هناك سبب للاعتقاد بأن هناك عدد أكبر من الدول المستعدة من حيث المبدأ لقبول الأشخاص المحكوم عليهم، لكنها تُستبعد من عملية النظر في التعيين بسبب معايير السجن المطلوبة.

ينبغي في نظرنا أن يكون هناك مجال لهذه الدول لإبرام ترتيبات دولية أو إقليمية تؤهلها لقبول الأشخاص المحكوم عليهم، بما في ذلك بتلقي المساهمات الطوعية المالية لغرض رفع مستوى مرافق السجن وغير ذلك من المساعدات أو الإشراف. إن مساعدة مجموعة أكبر من الدول سيكون له أيضا امتيازات أخرى، بما فيها المسائل المتعلقة بالزيارات الأسرية. وتحقيقا لهذه الغاية، نعتقد أنه قد يكون مهما التنصيص صراحة على المزيد من المرونة في الصيغة الواردة في المادة ١٠٣ (١) 'أ'، على النحو المقترح أدناه. من الناحية التقنية، يمكن الدعوة إلى إدراج تعديلات في القواعد الإجرائية وقواعد الإثبات وفي غير ذلك من الصكوك الثانوية أو المشتقة.

٢- مقترح صيغة لمشروع التعديل

يُضاف في نهاية المادة ١٠٣ الفقرة (١) 'أ'، ما يلي:

"... للتنفيذ في سجن وطني أو سجن تتيحه للدولة منظمة، أو ترتيب أو وكالة، دولية أو إقليمية، كما تنص على ذلك القواعد الإجرائية وقواعد الإثبات."

وهكذا سُقرأ المادة ١٠٣ (١) 'أ' (الإضافة مسطر تحتها):

[الأصل: بالانكليزية]

سعادة السيد بان كي مون

المين العام

الأمم المتحدة-نيويورك

نيويورك ١٠٠١٧

٣٠ أيلول/سبتمبر ٢٠٠٩

صاحب السعادة، صديقي العزيز،

بالإشارة إلى الفقرة ١ من المادة ١٢١ من نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية، أتشرف
بتقديم مقترح الترويج بتعديل الفقرة ١ من المادة ١٠٣ من نظام روما الأساسي. ويرد المقترح بمزيد من التفاصيل
في مرفق هذه الرسالة.

وسأكون ممتنا إذا تفضلتم بتعميم مقترح التعديل هذا على جميع الدول الأطراف في نظام روما
الأساسي.

وتقبلوا، صاحب السعادة، أسمى عبارات التقدير.

(توقيع) مورتن ويتلاند

السفير

الممثل الدائم